



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
d'Auvergne Rhône-Alpes
2, avenue Grüner – Allée C
42000 SAINT-ETIENNE

Unité Interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 06 janvier 2023

Affaire suivie par : Chrystelle GIBERT
Tél. : 04 77 43 53 53
Télécopie : 04 77 43 53 63
Courriel : chrystelle.gibert@developpement-
durable.gouv.fr

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

IRA SAS
(SCHUTZ IRA)

à SAINT-ETIENNE

Rapport de l'inspection des installations classées

Extension – Construction du hall 7

OBJET : Dossier de porter à connaissance relatif à la modification du site SCHUTZ /
IRA – Construction du hall 7

REFER : UID4243-DSSP-023-0008/CG

Adresse de l'établissement :

ZI du Technopôle
9 rue Bénévent
42000 SAINT-ETIENNE

Adresse du siège social :

6 chemin des Giraudières
42800 RIVE-DE-GIER

Activité : Fabrication et reconditionnement de GRV
Installation de tri, transit et traitement de déchets dangereux

Code AIOT : 0006110020

Par courrier du 06/09/2022, la société IRA SAS a transmis à Mme la préfète un dossier de porter à connaissance d'un projet de modification du site SCHUTZ IRA qu'elle exploite actuellement sur la commune de Saint-Etienne. La modification concerne la construction d'une nouvelle cellule de stockage (« hall 7 ») et l'aménagement d'alvéoles de stockage en extérieur.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ce projet de modification et propose les suites à donner.

1 - Présentation de la société et Situation administrative du site

La société IRA SAS exploite à Saint-Etienne une installation de fabrication et reconditionnement d'emballage plastique industriel (IBC Intermediate Bulk Container ou GRV Grands Réceptifs Vrac). Pour l'activité de reconditionnement l'installation est classée au titre du traitement de déchets dangereux.

L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 08/06/2020 modifié par l'arrêté préfectoral du 05/09/2022 portant reconnaissance du bénéfice des droits acquis pour la rubrique 1510.

2 - Présentation du projet de modification

2.1 Description du projet

Les modifications projetées sont les suivantes :

- évolution de l'emprise de l'exploitation,
- construction d'une nouvelle cellule de stockage (« hall 7 »),
- mise en place d'une installation de sprinklage, destinée au nouveau hall 7 (dans un premier temps),
- aménagement d'alvéoles de stockage en extérieur.

Les IBC souillés actuellement présents dans le hall 3 seront déplacés dans le hall 7. Le hall 7 sera destiné à accueillir les IBC destinés au reconditionnement (en attente de traitement). Il sera susceptible d'accueillir 8 064 IBC souillés.

Le hall 3 sera destiné au stockage des IBC neufs (5 112 emplacements).

2.2 Évolution du classement réglementaire

Le site est classé sous le régime de l'autorisation pour les rubriques 2718, 2790 et 3550 relatives au traitement des déchets dangereux et sous le régime de l'enregistrement pour les rubriques 1510, 2661-1 et 2661-2 par l'arrêté du 05/09/2022. D'autres rubriques sont visées sous le régime de la déclaration.

Le classement de l'installation n'est pas modifié par le projet de modification mais le volume des activités au sein des rubriques 1510, 2718, 2790 et 3550 évolue :

Rubrique	Désignation	Volume situation actuelle	Régime actuel	Volume situation future	Régime futur
2718	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>	<p><u>Hall 2 et hall 3:</u> Nombre maximum de containers collectés en attente de traitement :1800 :</p> <p>Quantité de déchets 1800 X 20 kg = 36 t</p> <p>Masse maximale de déchets susceptibles d'être présents : 36 T</p>	A	<p><u>Hall 2 :</u> maximum 300 IBC en cours de traitement</p> <p><u>Hall 7 :</u> 1 728 IBC en attente de traitement</p> <p>Quantité de déchets 2028 X 20 kg = 40,5 t</p>	A
2790	Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	<p>Quantité journalière maximale broyée/déchetée = 4,5 T/j</p> <p>Nombre maximum de containers collectés en attente de traitement : 5 820 unités</p> <p>Quantité de substance dangereuse :(5820 X 5 kg) = 29t</p> <p>Quantité maximale de résidus susceptibles d'être présents : 29 t</p> <p>Localisation : Hall 2 et hall 3</p>	A	<p>Quantité journalière maximale broyée/déchetée = 4,5 T/j</p> <p>Nombre maximum de containers collectés en attente de traitement : 6 336 unités dans le hall 7 et 300 dans le hall 2</p> <p>Quantité de substance dangereuse : (6 336 X 5 kg) = 33 t</p> <p>Quantité maximale de résidus susceptibles d'être présents : 33 t</p> <p>Localisation : Hall 2 et hall 7</p>	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	<p>Capacité totale = 36 + 29 = 65 t</p> <p>Quantité maximale de résidus susceptible d'être présents : 65 t</p>	A	<p>Capacité totale 40,5+33 = 73,5 t</p>	A

1510	« Entrepôts couverts (installations pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Halls 3, 4 et 6 Volume de 124 380 m ³ Hall 3 : 443 t Hall 4 : 148 t Hall 6 : 224 t soit un total de 817 tonnes	E	Halls 3, 4, 6 et 7 volume total : 124 380 + 55 000 = 179 380 m ³	E
------	--	--	---	---	---

A : autorisation

E : Enregistrement

Pour le classement en 2718, seuls les containers qui ne seront pas traités sur le site sont classés.

Les containers qui feront l'objet d'un traitement sur site ne sont pas classés en 2718 (transit) mais en 2790 (traitement).

Pour la rubrique 3550, c'est la quantité maximale de déchets dangereux qui est prise en compte (quantité classée sous 2718 et sous 2790).

Le volume d'activité des autres rubriques de classement n'est pas modifié.

3 - Caractère substantiel ou non de la modification

Le caractère substantiel ou non de la modification est évalué en application des dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. »

3.1. Analyse du critère 1°

La modification présentée dans le porter à connaissance consiste principalement en la construction d'une nouvelle cellule de stockage appelée « Hall 7 ».

Cette modification entraîne une évolution dans l'organisation des différents stockages et conduit à une augmentation de capacité au titre de la rubrique 2718 de plus de 4 tonnes.

Cette augmentation dépasse en elle-même le seuil d'autorisation de cette rubrique (1 tonne) et relève donc du cas par cas au titre de l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

Le critère 1 ne peut, à ce stade, pas être écarté. Un cas par cas doit être déposé par l'exploitant.

3.2. Analyse des critères 2° et 3°

L'exploitant a conduit, dans le cadre de son porté à connaissance, une analyse des effets de son projet de modification sur l'environnement et sur l'aspect risques technologiques.

Cette analyse concerne le projet en mode « exploitation », l'aspect « chantier » n'est pas abordé.

- Evolution de l'emprise d'exploitation

La surface exploitée passe de 35 386 m² à 55 853 m². Le nouveau hall 7 sera construit dans la continuité du hall 6 au nord et aura une emprise au sol de 4 234 m².

Cette modification conduit également à modifier les espaces extérieurs : voiries, parkings. Une partie restera en espace vert et accueillera le dispositif de rétention des eaux pluviales et la cuve de sprincklage.

- Eau

L'exploitant a fourni une notice hydraulique précisant les modalités de gestion des eaux pluviales dans le cadre du projet de modification. Le projet d'extension nécessite d'étendre le réseau de collecte et de mettre en place les ouvrages de gestion des eaux pluviales adaptés et dimensionnés aux exigences réglementaires (SAGE Loire en Rhône-Alpes / schéma directeur des eaux pluviales de Saint-Etienne Métropole).

Il n'y a pas d'augmentation de la consommation en eau potable dans le cadre du projet.

Au niveau des eaux souterraines, un suivi est prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 08/06/2020. Le suivi est réalisé par l'exploitant. Aucune modification à ces dispositions n'est mentionnée dans le porté à connaissance.

- Sols

La construction du nouveau hall 7 va entraîner des mouvements de terre qui ne sont pas appréhendés dans le dossier.

Des sondages de sols ont été effectués dans l'emprise du futur bâtiment. Les résultats ont été intégrés au rapport de base réalisé dans le cadre de la directive IED. Le rapport de base mis à jour est joint au dossier de porter à connaissance.

Ces investigations ont mis en évidence des contaminations en métaux et hydrocarbures dans les remblais superficiels, en cohérence avec les analyses antérieures conduites sur le périmètre IED.

Ces contaminations sont liées au passif industriel du site dans le domaine de la métallurgie et à la qualité intrinsèque des remblais en présence.

- Air

La construction du nouveau hall de stockage ne modifie pas les conditions de rejet des effluents gazeux du site.

Pour rappel, les rejets ont lieu au niveau du hall 5 et du hall 2. Ces 2 halls ainsi que les process qui y sont conduits ne sont pas modifiés dans le cadre du projet.

- Trafic

L'exploitant estime que son projet de modification n'aura qu'un faible impact sur le trafic routier : passage de 35 à 45 PL/équipe (l'usine fonctionne en 3*8h, 5 jours/7) et de 60 à 70 VL/j correspondant aux véhicules des employés.

- Nuisances sonores

Une mesure des niveaux sonores en limite de propriété a été réalisée et les résultats sont joints au dossier de porter à connaissance. Les mesures ont eu lieu en période diurne et nocturne, cependant aucune mesure n'a été réalisée en zones à émergence réglementée.

Les effets du projet de modification sur ces niveaux sonores ne sont pas appréhendés.

L'exploitant précise qu'il procédera à une nouvelle mesure des niveaux sonores dans les 6 mois suivants la mise en activité du nouveau hall 7.

- Déchets

Cet aspect n'est pas abordé dans le dossier de porter à connaissance.

Le futur hall 7 sera destiné au stockage des IBC destinés au reconditionnement (déchets).

Il n'est à priori pas attendu de modification dans la typologie des déchets générés par le site.

- Risques technologiques

Le risque principal identifié est le risque incendie.

L'incendie du nouveau hall 7 ainsi que l'incendie du hall 3 (avec les nouveaux stockages d'IBC neufs) ont été modélisés.

Les durées d'incendie étant supérieures à la durée de stabilité des murs coupe-feu (2h), des scénarii de propagation ont été modélisés :

- du hall 3 vers le hall 4,
- du hall 7 vers le hall 6, puis vers le hall 5.

La modélisation d'un incendie sur les cellules de stockage extérieures a aussi été effectuée. Pour ces stockages, il n'y a pas de risque de propagation identifié.

Les flux thermiques générés restent à l'intérieur des limites du site pour l'ensemble des scénarii étudiés.

Le besoin en eau a été actualisé. Il passe de 360 m³/h à 420 m³/h.

Ce besoin sera couvert par l'implantation de 2 nouveaux poteaux incendie permettant de délivrer 2*60 m³/h. L'alimentation de ces poteaux sera distincte de celle des poteaux déjà existants.

En outre le hall 7 sera équipé d'un réseau de sprinklage (réserve de 800 m³), conformément aux dispositions de l'arrêté du 11/04/2017 relatifs aux entrepôts couverts relevant de la rubrique 1510.

Le besoin en rétention des eaux d'extinction incendie est évalué à 2 000 m³. La capacité actuelle est de 1 200 m³, elle sera donc complétée par une cuve aérienne de 800 m³. Cette cuve sera équipée d'un dispositif de prise d'eau accessible aux engins de secours pour la réutilisation des eaux d'extinction si nécessaire.

Au regard de ce qui précède, le projet de modification apparaît n'avoir que peu d'effets sur l'environnement. Cependant l'analyse n'est pas complète, notamment pour ce qui concerne les nuisances sonores. De plus, les effets en phase « travaux » ne sont pas étudiés : production et gestion des déchets spécifiques au chantier, nuisances sonores.

Les critères 2° et 3° ne peuvent pas non plus être écartés.

Le cas par cas requis en application du critère 1° permettra d'apporter les éléments d'appréciation nécessaires.

4 - Propositions de l'inspection

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées ne peut à ce stade pas écarter la substantialité du projet de modification au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Le projet de modification relève du cas par cas en application des dispositions de l'article R. 122-2 du même code.

Un formulaire de demande d'examen au cas par cas doit être déposé auprès du préfet de département (autorité environnementale désignée pour les modifications d'ICPE).

L'inspecteur de l'environnement	Vu, approuvé et transmis à madame la Préfète de la Loire, DDPP Pour le directeur et par délégation, Le chef de l'UID Loire-Haute-Loire
--	---